

L'avion de chasse passe en rase-mottes

JETS MILITAIRES Tout s'est joué à moins de 10 000 voix : les Suisses ont dit très chichement oui. Ce timide résultat ne va pas forcément lancer une réforme de l'armée.

PHILIPPE BOEGLIN, BERNE



A 8670 voix près, les opposants à l'achat de nouveaux avions militaires auraient crié victoire... Keystone

L'armée a frôlé l'atterrissage forcé. Les Suisses ont fini par dire oui à l'achat de nouveaux avions de combat, mais que ce fut laborieux... Le verdict n'est tombé que par 50,1% des voix, après un suspense haletant et inattendu. Vainqueur sur le fil, le Conseil fédéral pourra dépenser six milliards de francs pour remplacer les F/A-18 en service. Dix-huit cantons l'ont suivi, huit l'ont contredit. Le peuple efface l'échec du jet suédois Gripen, abattu dans les urnes en 2014. Il ne fait toutefois pas disparaître la « barrière de röstli ». La Suisse romande, sauf le Valais, balaye nettement le projet, imitée par le Tessin et les deux Bâles. Elle s'incline devant la majorité alémanique.

Ce résultat serré (8670 voix d'écart) relance le débat sur les priorités de l'armée. Avec au premier plan, la gauche rose-verte, adversaire des avions de chasse.

« Autocritique »

« L'armée doit maintenant faire son autocritique. Elle continue de mettre l'accent sur des menaces hypothétiques et infimes, à l'image des jets de combat, qui sont destinés à combattre une attaque militaire venue du ciel. Elle doit changer de cap », appelle le conseiller national

Pierre-Alain Fridez (PS, JU). « L'armée doit à présent faire preuve de modestie, et se réformer », ajoute le conseiller national Fabien Fivaz (Verts, NE).

La cyberdéfense est évidemment évoquée. « Ce n'est probablement pas à l'armée d'assurer la sécurité contre les attaques informatiques pour toutes les entreprises et institutions du pays. Mais il faut prendre des ressources dans son budget pour les confier aux autorités civiles », appelle l'écologiste neuchâtelois. Faudra-t-il davantage miser sur la coopération internationale, par exemple dans la police du ciel ? Fabien Fivaz est moins catégorique. « Cette collaboration existe déjà dans la police du ciel, que nous ne pourrions assumer seuls. Et je ne suis pas prêt à déléguer l'entier de ce mandat. »

Le socialiste Pierre-Alain Fridez entend s'en prendre à l'enveloppe des avions de combat. « Le vote très serré montre que ce projet n'est pas réellement légitimé. Le budget de six milliards devrait donc être réduit. La moitié de la population n'est pas convaincue de cette stratégie, qui place tous les œufs dans le même panier et ignore les dangers les plus probables (terrorisme, cyberattaques). »

La revendication se heurte à la ministre de la Défense Viola Amherd, qui exclut de toucher aux six milliards. « Nous devons respecter la volonté populaire. » La démocrate-chrétienne glisse néanmoins que cette somme constitue « un plafond, et que nous allons nous pencher sur les appareils moins coûteux ».

Les appels à la modernisation de l'armée trouvent de l'écho dans la Société suisse des officiers, dont le président Stefan Holenstein se dit « très soulagé » par le résultat du scrutin. « Nous sommes conscients qu'il faut changer quelque chose. Une analyse sans concessions devra être faite. L'armée conventionnelle ne se suffit plus à elle-même, elle doit s'adapter aux besoins de la population, accepter les idées nouvelles et dialoguer avec ses adversaires. »

« Une politique de sécurité sur le long terme »

Déçu de n'avoir pas réussi à convaincre les femmes, la Suisse romande et les régions urbaines, l'officier salue une décision populaire qui « permet de poser les fondements d'une politique de sécurité sur le long terme. Les Forces aériennes sont capitales pour respecter la Constitution et protéger la population actuelle et future ».

Côté politique, dans le camp bourgeois, l'envie de réforme semble moins évidente. La menace numérique ? « L'armée n'est pas seule à en avoir la responsabilité. Trois départements fédéraux s'en chargent. Le Département fédéral de la défense agit déjà dans le domaine. Il collabore avec le secteur privé et les effectifs ont été relevés », fait valoir le conseiller aux Etats Charles Juillard (PDC, JU). « La cyberdéfense n'impose pas de revoir toutes les priorités. Elle constitue un axe, qui cohabite avec les autres », complète un autre sénateur, Philippe Bauer (PLR, NE). « Par comparaison, on ne peut pas choisir entre les phares et les freins dans une voiture. »

Quant à la coopération internationale, elle ne déclenche pas des vagues d'enthousiasme chez Charles Juillard. « La collaboration avec les pays voisins pourrait être intensifiée, mais existera-t-il une majorité au Parlement ou devant le peuple, si l'on doit voter à ce sujet ? » Plus largement, pour le Neuchâtelois Philippe Bauer, l'armée se trouve déjà en phase de changement. « Les Forces terrestres doivent aussi renouveler leur armement. »

Pas question, non plus, de raboter les troupes militaires. « L'armée a déjà fait beaucoup d'efforts ces dernières années, son budget et ses effectifs ont diminué. Il arrive un stade où le seuil critique est atteint », estime le Jurassien Charles Juillard.

Ces débats relèvent de la musique d'avenir. En attendant, la ministre de la Défense Viola Amherd annonce que le Conseil fédéral arrêtera le choix de l'avion de combat à la mi-2021. De délicates semaines se dessinent.